

NE PRIVEZ PAS LES LOCATAIRES HLM D'1,5 MILLIARD D'EUROS

– LETTRE OUVERTE AU GOUVERNEMENT –

**LA FÉDÉRATION NATIONALE DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT QUI REPRÉSENTE
237 OFFICES HLM RÉITÈRE SON OPPOSITION À LA PONCTION MASSIVE
DE 1,5 MD€ SUR LES APL ENVISAGÉE PAR L'ÉTAT. CETTE ASPHYXIE ENTRAÎNERAIT
DES CONSÉQUENCES NOCIVES QU'IL EST IMPORTANT D'EXPLIQUER.**



*Les HLM sont
un bien commun
de la Nation.
Ils luttent contre
le mal-logement
et préservent
le pouvoir d'achat.
Les attaquer,
c'est remettre en
cause la solidarité
indispensable
de la Nation
vis-à-vis des plus
modestes.*



Marcel ROGEMONT,
président de la Fédération
des Offices Publics
de l'Habitat

— LA FÉDÉRATION CONTRE LE FINANCEMENT DE LA BAISSÉ DES APL PAR LES LOCATAIRES

Les APL fléchées dans le parc HLM totalisent 7,2 Mds€ sur les 16 Mds€ d'APL en 2019. Vouloir les baisser de 1,5 Md€ en 2020 revient à réaliser une coupe drastique de 20 % des APL. Ce sont donc les plus modestes qui paient pour les plus modestes.

— LA FÉDÉRATION CONTRE LE COUP DE FREIN PORTÉ À LA CONSTRUCTION, AUX RÉHABILITATIONS THERMIQUES ET À LA RÉNOVATION URBAINE

Les baisses des APL étant compensées par des réductions équivalentes de loyers, ce sont les recettes des organismes HLM qui sont sévèrement mises à mal, et donc leur capacité d'investissements.

Comment répondre alors au choc de l'offre souhaité par tous et indispensable pour répondre à la crise du logement. La production chuterait de 50 %, passant de 120 000 logements neufs en 2016 à 60 000 voire 50 000 dans les années à venir.

Réduire les capacités d'investissements, c'est aussi ralentir la rénovation énergétique, pourtant source de pouvoir d'achat via la baisse des charges. Le programme de rénovation urbaine des grands quartiers populaires, l'entretien du parc et les services aux locataires sont eux aussi menacés alors même que la paupérisation des ménages logés en HLM progresse constamment.

— LES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT AUX CÔTÉS DES ÉLUS LOCAUX

Les élus locaux sont les chefs de file des politiques locales de l'habitat et les OPH, leurs premiers outils de mise en œuvre. Fragiliser financièrement les organismes met en péril l'ambition des politiques locales menées dans les territoires.

Pour que les politiques locales de l'habitat soient efficaces, pour que les ressources des territoires restent au bénéfice de leurs habitants, le maillage local des offices doit être suffisamment fort.

Réaffirmer ces principes n'empêche pas de continuer à progresser dans l'organisation du secteur. Sans attendre la loi ELAN, les offices se sont ainsi déjà mobilisés pour se regrouper et associer leurs ressources, avec notamment la fusion de 36 OPH ces dernières années. Aujourd'hui, de nombreux projets de regroupement (société de coordination) sont portés par les OPH avec les collectivités locales.

LA FÉDÉRATION DES OPH C'EST :

• **237** Offices Publics de l'Habitat adhérents
qui emploient **44 250** collaborateurs

- **2.4 millions** de logements sociaux
- Près de **5 millions de locataires**
- **8.1 Mds€** investis en 2017 par les OPH